

**l'URSS et l'Ouest :
la fin d'un grand cycle
d'ouverture ?**

Par Georges Sokoloff

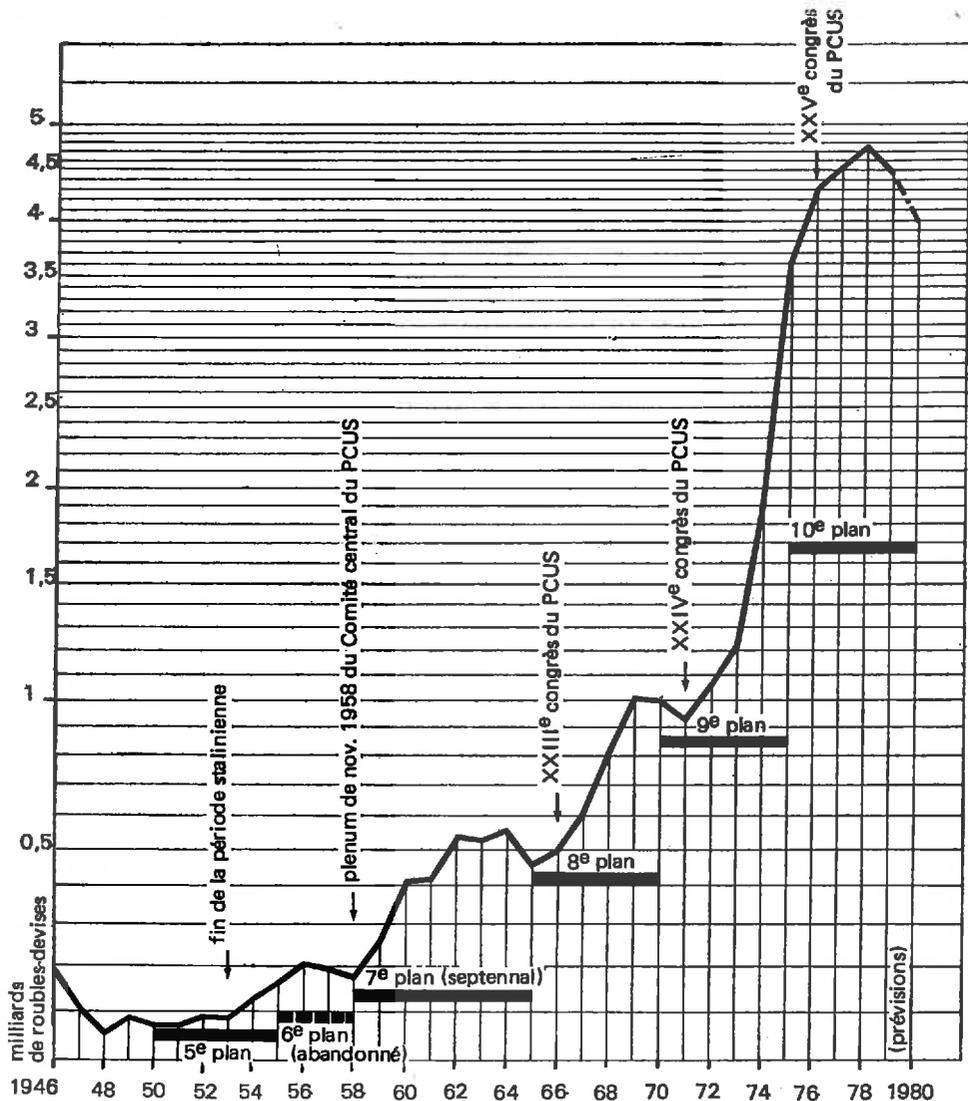
	Pages
Introduction	5
1 - Le comportement Importateur de l'URSS : composantes et équilibres	7
— les options favorables	7
— les attitudes contraires	12
— la balance entre attitudes favorables et contraires	14
2 - Vers l'abandon de la politique d'ouverture ?	17
— les tendances récentes de l'importation	17
— l'appesantissement des contraintes	17
— les raisons possibles d'un repli durable	20
— l'ébauche d'une nouvelle ligne gouvernementale	22

L'URSS ET L'OUEST : LA FIN D'UN GRAND CYCLE D'OUVERTURE ? (1)

Pratiquement réduits à néant durant « la guerre froide », les achats soviétiques d'équipements occidentaux renaissent après 1953 : de façon incertaine d'abord, puis beaucoup plus franchement à partir de 1959. Progressant par vagues massives jusqu'au milieu des années soixante-dix, ils atteignent alors des montants véritablement très élevés avant de commencer à décliner au cours des années les plus récentes. Pour s'expliquer ce mouvement d'importation, il est loin d'être suffisant de le rapporter au jeu des forces économiques impersonnelles classiquement évoquées en économie pour analyser l'évolution d'une demande d'importation. Sous un régime où le pouvoir d'acheter à l'étranger reste aussi fortement centralisé, un « besoin », si impérieux soit-il, peut être arbitrairement laissé à l'état virtuel tant que des décisions gouvernementales ne lui permettent pas de se réaliser. Précisément parce qu'elle a été, en URSS, l'expression d'une politique, il convient donc de rapporter l'importation d'équipements occidentaux avant tout à un système d'options : répertorier les choix, les attitudes et les jugements qui lui ont été soit favorables, soit contraires et apprécier comment s'est établie, au fil du temps, la balance entre ces éléments positifs et négatifs.

Au cours de la période 1959-1975 — celle pour laquelle on dispose d'ailleurs des statistiques les plus complètes — les options capables de transformer l'énorme potentiel importateur de l'URSS en commandes et achats effectifs d'équipements occidentaux ont manifestement été prépondérantes. Mais depuis 1976, la balance semble pencher dans l'autre sens, et de façon finalement assez nette pour qu'on en vienne à se demander si cette récession n'annonce pas la fin d'un vaste cycle d'occidentalisation de l'économie de l'URSS. Certes, l'appauvrissement actuel des statistiques soviétiques ne permet pas d'examiner avec tout le soin nécessaire ce qui s'est passé depuis 1976. Et la perception des tendances récentes risque d'être faussée par le manque de recul, brouillée également par le climat passionnel qui s'est de nouveau instauré dans les rapports Est-Ouest avec la résurgence de vives tensions politiques. Néanmoins, les altérations actuelles de la politique d'ouverture économique vers l'Ouest sont suffisamment nettes, peut-être assez significatives aussi, pour qu'on ait jugé indispensable de les évoquer en tant que faits nouveaux dans la seconde partie de cet article, après avoir consacré la première à une analyse générale du comportement importateur de l'URSS.

(1) Cet article reprend, avec certaines mises à jour, la conclusion d'une thèse de doctorat d'Etat sur la politique soviétique d'importation d'équipements occidentaux, soutenue le 22 mai dernier à l'université de Paris 1.



Une vue d'ensemble des achats soviétiques de biens d'équipement occidentaux (1946-1980)

Source : « Vneshnjaja Torgovlja SSSR... ; Statisticheskij Sbornik » des années correspondantes ; estimation pour 1980.

Note :

Ce graphique retrace le mouvement d'importation d'équipements occidentaux pour toute la période 1946-1980. En dehors de 1980, année pour laquelle le résultat est estimé, on s'est servi des données statistiques soviétiques publiées par le Ministère du Commerce Extérieur de l'URSS. Les données sont exprimées en « roubles-devises » — l'unité de compte servant à mesurer les échanges extérieurs en URSS. Les autorités du pays déterminent unilatéralement les taux de conversion à l'aide desquels elles transposent en « roubles-devises » les transactions commerciales effectuées en monnaies occidentales. Longtemps stable (1 rouble-devises = 1,1 dollar des Etats-Unis), ce taux a été plusieurs fois relevé au cours des années 70 pour s'établir en fin de période à environ 1,5 \$. Du point de vue statistique, ces réajustements ne neutralisent qu'en partie les effets de la hausse considérable des prix internationaux en dollars observée au cours de la dernière décennie. Aussi, la très vive ascension de la courbe d'importation observable à partir de 1973 donne-t-elle des évolutions réelles une image exagérée, et qu'il reste impossible de corriger de façon satisfaisante.

I - Le comportement importateur de l'URSS : composantes et équilibres

Les options favorables

1) L'Union soviétique a souvent pu être considérée par les grands exportateurs occidentaux comme l'un des marchés alternatifs où ils vendent les mêmes types de matériels à l'aide d'arguments technico-commerciaux comparables et de schémas de financement toujours semblables. Et de fait, l'URSS présente des points communs avec des pays dotés de régimes socio-politiques différents du sien mais caractérisés, comme elle, à la fois par un niveau de développement encore très inégal dans l'ensemble et par la poursuite d'un effort soutenu d'investissement. La prise de conscience d'un *retard de développement persistant*, jointe à la conviction de pouvoir le résorber par l'appel à l'Occident représente l'explication peut-être la plus banale, mais aussi la plus plausible de la politique d'ouverture.

L'après-stalinisme a constitué un moment particulièrement propice à une telle prise de conscience. En effet, la « guerre froide » avait contribué à aggraver le retard économique structurel de l'URSS sur l'Occident en supprimant toute relation d'échange significative entre les deux blocs et en provoquant, à l'Est, un blocage des filières de développement. En réaction à l'« obscurantisme » stalinien, une relance de la modernisation industrielle a été entreprise, notamment grâce à une nouvelle politique économique extérieure.

2) *Les décisions d'ouverture vers l'Ouest* adoptées au niveau politique le plus élevé ont sans doute constitué la condition permissive sans laquelle rien n'eût été possible. Bien que certains auteurs soviétiques [1, p. 71] fassent clairement mention de ces décisions fondamentales (2), il n'est pas facile de situer les circonstances exactes de leur adoption. Néanmoins, on en trouve régulièrement un écho dans les compte rendus de travaux des congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Ainsi, commentant ses « thèses » sur le plan septennal 1959-1965 lors du plenum de novembre 1958 du Comité central, N.S. Khrouchtchev annonce que le programme proposé « ouvre de larges perspectives aux échanges extérieurs de l'URSS », qui est « prête à développer

(2) Gruzinov [2, p. 90] indique que le Parti « formule les buts » de la politique d'importation tandis que l'Administration (GOSPLAN et ministère du Commerce extérieur) orchestre la mise en œuvre de cette politique. Une source très récente [3, pp. 281-282] expose le rôle du Parti de la façon suivante : « Au point de départ de la planification et de l'organisation de la sphère extérieure de l'activité économique nationale, on trouve les décisions des organes de direction. Le Parti communiste de l'Union soviétique et son comité central déterminent, dans leurs congrès et séances plénières, les orientations et les principes du développement des relations économiques extérieures de l'URSS, se soucient quotidiennement de leur élargissement et de leur approfondissement futurs, du perfectionnement continu de la sphère de leur planification et de leur administration ».

ses relations économiques et son commerce avec tous les pays » [4, p. 46]. De même, le principe de l'ouverture à l'Ouest sera réaffirmé et affiné à l'occasion du XXIII^e congrès, en mars-avril 1966, puis souligné avec force au XXIV^e (1971). Au XXV^e congrès encore, début 1976, L. Brejnev célébrera la « matérialisation de la détente » avec emphase même si, dès ce moment-là, des nuages se profilent à l'horizon de la coopération avec l'Ouest.

On sait également que certains plenums du comité central ont été consacrés à l'étude des perspectives du développement des relations économiques extérieures de l'URSS, entièrement, comme en avril 1973, ou en grande partie, comme en novembre 1971 et en octobre 1976 [5, p. 9]. D'ailleurs, L. Brejnev s'est félicité des résultats obtenus grâce à l'attention portée par le Comité central à ces questions [6].

Une observation vaut d'être faite à ce propos. En consultant le graphique du mouvement d'importation, on voit que les vagues de plus en plus hautes qui le caractérisent épousent d'assez près le rythme de la planification soviétique à moyen-long terme (3). Or cette corrélation, illustrant naturellement le lien entre importations et programmes de développement économique, ne se comprend complètement que compte tenu d'un élément tiers : ce sont les décisions du Parti de proroger et d'adapter la politique d'ouverture vers l'Ouest, survenant à la césure des plans, qui ont permis la réalisation du besoin d'importation contenu dans chacun d'entre eux. Les circonstances politiques et économiques changeant, il a fallu que les autorités politiques suprêmes réaffirment le bien-fondé du recours à l'Ouest ; notamment, après la chute de Khrouchtchev, que ses successeurs acceptent de poursuivre, en la rationalisant, la politique qu'il avait inaugurée ; de même, qu'ils décident en 1971 d'appuyer l'importation d'équipements occidentaux sur un recours considérablement accru au crédit — condition sans laquelle elle ne se serait certainement pas développée par la suite au rythme qu'on connaît (4).

3) Dans une déclaration au *New York Times* de 1955, Khrouchtchev aurait affirmé que les raisons pour lesquelles l'URSS développait ses

(3) La première et brève période d'achats post-staliniens correspond au projet du VI^e plan quinquennal pour 1956-1960 ; on sait que ce projet a été abandonné au profit du VII^e plan (septennal) sur lequel se calque exactement la vague d'importation 1959-1965 ; de même il y a une assez nette coïncidence entre la campagne d'achats 1966-1971 et le VIII^e plan. Par la suite, le mouvement s'accélère d'un seul élan, sans respecter de pause entre le IX^e et le X^e plan ; parce que, selon les termes-mêmes de L. Brejnev au XXV^e congrès, ces deux derniers plans étaient conçus pour « former un tout » ?

(4) Dans cette optique, l'absence de pause dans les achats à la fin du IX^e plan (1975) s'expliquerait mieux par le fait que les décisions adoptées au XXIV^e congrès concernant la coopération économique avec l'Ouest avaient été présentées comme des options à *long terme*, et qui n'avaient donc pas besoin d'être réexaminées dès le congrès suivant.

échanges extérieurs étaient « plus politiques qu'économiques ». Bien que l'authenticité de cette déclaration ait toujours été controversée, il est possible que celle-ci traduise une certaine réalité.

Tout d'abord, la politique khrouchtchevienne d'ouverture à l'Ouest a certainement été la moins clairement déterminée de toutes les politiques post-staliniennes, dans ses intentions et dans son déroulement. D'autre part, il est vraisemblable que *des considérations extra-économiques* aient toujours été présentes dans l'appel à l'assistance économique occidentale, sous Khrouchtchev comme après. Ainsi, des préoccupations d'ordre militaire ont pu jouer un certain rôle. En effet, la tension que font peser les programmes d'armement sur les ressources soviétiques en produits mécaniques de tous genres peut expliquer, à un niveau très global, le report sur l'extérieur d'une partie de la demande interne de biens d'équipement ; de façon plus précise, en désignant les industries chimiques et mécaniques comme principales allocataires des achats à l'Ouest, les autorités soviétiques ont pu considérer que certaines usines de ces secteurs sont convertibles à des usages militaires [7, pp. 153-156]. En outre, des raisons de politique étrangère ont vraisemblablement amené les autorités à surveiller la carte des pays occidentaux fournisseurs pour encourager, toutes choses égales par ailleurs, ceux dont l'attitude à l'égard de l'URSS était jugée la plus positive.

Ces remarques ne doivent cependant pas faire perdre de vue l'essentiel. L'ensemble des informations qu'on a pu rassembler sur l'importation d'équipements occidentaux montre qu'elle a été essentiellement l'instrument de la politique *économique* de l'URSS : enquêtes statistiques montrant les liens de cette importation avec l'investissement intérieur, étude des institutions chargées de la concevoir, analyse des textes doctrinaux visant à la justifier. Cet agencement de l'ouverture vers l'Ouest, manifestement le plus pertinent et le plus fonctionnel, a permis de limiter les interférences entre priorités économiques d'une part, autres orientations de la politique soviétique d'autre part.

4) Au sein-même de la politique économique, la mission de l'importation d'équipements occidentaux a été assez nettement précisée, au moins à partir du XXIII^e congrès du Parti. Parmi les objectifs économiques extérieurs alors définis, en mars-avril 1966, figurent en effet « les acquisitions d'équipements modernes concourant au développement accéléré des secteurs moteurs de l'économie nationale » [8, p. 95]. Plus généralement, on peut dire que l'apport d'équipements occidentaux a été jugé, en URSS, particulièrement nécessaire pour *stimuler la conduite des programmes d'investissement* ayant une portée économique nationale.

Le rôle ainsi dévolu aux équipements occidentaux constitue une disposition très propice à leur importation soutenue. Tel qu'il est défini, il justifie que ces équipements puissent faire l'objet d'une demande spécifique ; et en même temps, qu'ils soient acquis en quantité suffisante, car leur introduction contribue à résoudre la gamme en fait étendue de problèmes que soulève le déroulement du cycle d'investissement en URSS [9, pp. 16-31].

Comme les chercheurs occidentaux l'ont le plus souvent souligné la solution d'importation peut apporter une réponse toute faite aux problèmes technologiques que comporte l'étude de tout projet d'investissement. Mais en outre, en amont de ce stade, elle aura déjà suggéré aux planifications le choix-même des investissements à entreprendre. Et en aval, elle offre l'avantage simple, mais déterminant, de pouvoir réaliser effectivement les capacités projetées et d'en assurer une mise en exploitation relativement rapide (5).

Cette solution est surtout pratiquée en faveur des industries modernes [11, p. 291]. C'est là en effet que les investisseurs soviétiques ont le plus grand besoin de pouvoir utiliser « l'expérience plus riche » des occidentaux [12, p. 26]. Leur intervention est souhaitée à la fois par les autorités politiques, désireuses de développer en priorité les branches motrices de la croissance, et par les responsables techniques, soulagés de voir assumer par d'autres le risque des innovations nécessaires.

Les équipements importés de l'Ouest s'incorporent ainsi à des foyers de progrès, par poussées destabilisatrices, de structures industrielles soviétiques autrement menacées d'inertie. Cette action de restructuration est conduite par le GOSPLAN de l'URSS en sa qualité de maître d'œuvre de la stratégie de la croissance et d'ordonnateur de l'importation. Compte tenu de l'optique qui lui est propre, cette institution centrale privilégie d'emblée les politiques sectorielles — une conception macroscopique de la modernisation industrielle dont on retrouve bien les effets dans certains indicateurs statistiques. Ainsi peut-on observer un parallélisme frappant entre les progrès de l'investissement industriel en faveur des secteurs chimiques et mécaniques d'une part, ceux de la contribution générale de l'Ouest à l'investissement productif soviétique d'autre part.

(5) Il reste naturellement que la solution d'importation a ses délais propres et ne peut faire miraculeusement disparaître les obstacles internes à la maîtrise des procédés industriels nouveaux. Une source récente [10] rapporte que, sur un échantillon de 26 usines « clés en main » vendues en URSS par une société anglaise, le délai nécessaire pour acquérir, installer et mettre en service les installations importées a excédé de 3 ans et demi à 4 ans le délai correspondant en Europe occidentale.

5) Les fournitures occidentales ont fini par représenter une part substantielle — beaucoup plus élevée qu'on ne le croit généralement — du total des matériels neuf livrés chaque année aux secteurs productifs soviétiques (6). Comme certains d'entre eux, et notamment l'agriculture, ont été tenus à l'écart du mouvement d'importation, cette part — un huitième environ en 1975 — a sans doute été relativement plus importante dans les transports maritimes et l'industrie. Au sein même de cette dernière, ce sont naturellement les branches vecteurs de la politique de modernisation industrielle qui sont devenues les plus tributaires de l'importation (7). Les auteurs soviétiques confirment que, vers la fin du IX^e plan quinquennal, une proportion très élevée de certains produits — engrais et autres produits chimiques, cellulose, cartons et papiers, articles textiles et alimentaires, voitures particulières — était fabriquée sur des matériels d'importation [15] et [16] ; en fait, dans les activités citées, les équipements avaient été acquis principalement auprès des pays occidentaux.

Sans pouvoir être qualifiés d'irréversibles, les liens ainsi créés assurent aux fournisseurs occidentaux des positions solides. En outre ces fournisseurs ont pu étendre leur activité à d'autres domaines, notamment dans la mesure où l'ouverture économique vers l'Ouest a fini par induire, avec le temps, son propre élargissement. *Une certaine contagion d'achats* a fait surgir en URSS de nouveaux candidats à l'importation, exprimant leur demande propre et faisant valoir de nouveaux critères de besoin. L'effort d'importation a également dû être élargi, par rapport à ses cibles initiales, en raison de ses effets déstabilisateurs sur l'équilibre économique extérieur : l'ambition classique de constituer un appareil de production aussi complet et évolué que possible (« importer pour importer moins ») s'est doublée de la nécessité de gagner davantage de devises (importer pour exporter plus).

En somme, les autorités soviétiques, qui n'avaient sans doute pas prévu les multiples implications de l'ouverture économique à l'Ouest, en ont accepté beaucoup avec réalisme ; à plusieurs reprises, elles ont déjoué les pronostics assurant qu'elles se rétracteraient devant la moindre mise en cause de l'indépendance productive de l'URSS.

En revanche, il demeure également exact que cet appel à l'Occident a été entouré de toute une série de précautions, de restrictions

(6) Rappelons que ce point reste très controversé, la tendance chez les analystes anglo-saxons étant plutôt de réviser leurs estimations à la baisse [13]. Néanmoins une tendance inverse s'est tout récemment manifestée aux Etats-Unis avec la publication de la remarquable étude de V. Trembl [14].

(7) On peut avancer les ordres de grandeur suivants pour caractériser la dépendance envers l'Ouest (équipements importés de l'Ouest rapportés à l'investissement brut en équipements), en 1975, de certaines branches : 39 % dans l'industrie chimique et du caoutchouc, 29,5 % dans le textile, 22 % dans la métallurgie, environ 15 % dans les constructions mécaniques, le secteur minier et la production d'énergie électrique.

et de réticences qui renvoient, pour la plupart, à l'« autonomisme » de l'URSS et font, elles aussi, partie de son comportement importateur vis-à-vis de l'Ouest.

Les attitudes contraires

1) Les limitations volontairement imposées par les autorités soviétiques à l'acquisition d'équipements occidentaux correspondent, pour certaines, à des dispositions qu'auraient prises n'importe quel gouvernement soucieux d'adapter le rythme de l'importation aux ressources nationales, financières et réelles. Ainsi, lorsque le déséquilibre des paiements courants, en devises convertibles, amène les réserves de change à un niveau critique ou conduit à une montée jugée trop rapide de l'endettement, l'importation est freinée par une *contrainte financière*. De même, les retards accumulés par les entreprises soviétiques du bâtiment dans la construction des installations destinées à accueillir les machines importées peuvent provoquer un *goulot d'étranglement*, entraînant une pause nécessaire dans les campagnes d'achat.

2) *La défense des particularités institutionnelles internes* constitue une autre sorte de contraintes, plus typique : celle-ci n'est pas véritablement liée à des nécessités objectives et compromet d'ailleurs l'efficacité de l'importation.

Ainsi, la conservation du monopole d'Etat du commerce extérieur et des devises durant toute la période d'ouverture a vraisemblablement nui à l'adaptation de certains achats aux besoins réels, sans constituer pourtant le dispositif hyper-protectionniste qu'on évoque parfois. Plus significatif en fait apparaît le refus des autorités de l'URSS d'autoriser des investissements étrangers directs sur son territoire. Cette forme de coopération économique est moins coûteuse que les achats d'équipements à crédit, assure un meilleur transfert de la maîtrise industrielle occidentale et est généralement associée à des gains substantiels de marchés d'exportation pour le pays d'accueil. Non sans avoir hésité, pendant deux ans semble-t-il, les autorités soviétiques ont récemment réaffirmé que ce type de rapports avec les firmes occidentales n'est pas compatible avec le régime de propriété socialiste des moyens de production (8).

3) Bien qu'elle ait subi les évolutions favorables auparavant signalées, la conception d'ensemble du recours à l'Ouest et de ses fina-

(8) Cette décision doit être rapprochée de la profonde altération des relations politiques entre l'URSS et les Etats-Unis, patrie de la quasi-totalité des firmes multinationales capables d'investir en URSS.

lités reste empreinte de *réflexes autarcisants*. L'importation d'équipements a répondu à l'ambition déclarée d'enrichir l'appareil de production domestique, pour le rendre apte à satisfaire la plus large gamme possible de consommations intérieures. Il y a là plus qu'une préférence, somme toute très répandue, pour la « substitution d'importation » : une intraversion économique très profonde, et à côté de laquelle les dissertations des économistes soviétiques sur les avantages de la spécialisation internationale peuvent paraître assez académiques.

Au même titre que les résistances institutionnelles évoquées à l'instant, cette attitude a naturellement gêné la constitution d'un secteur exportateur efficace en URSS. Non pas que le problème ait été ignoré — l'accent mis depuis plusieurs années sur les affaires de compensation le montre bien — ni toujours mal résolu. A cet égard, on peut remarquer la réussite de l'effort de longue haleine mené en vue de bâtir une flotte marchande soviétique, en grande partie grâce à des achats de navires qui ont pendant longtemps représenté le premier poste d'importation d'équipements de l'URSS, à participation occidentale généralement élevée (9). Néanmoins de tels exemples sont rares, alors qu'on possède maintes illustrations des difficultés éprouvées par l'URSS pour vendre sur les marchés un tant soit peu exigeants autre chose que les produits dont l'a dotée la nature. Ces difficultés restreignent indirectement sa capacité importatrice. Plus généralement, si l'Union soviétique apparaît vers 1975 comme une économie incontestablement plus ouverte que vingt ans auparavant, elle est à peine mieux intégrée au système mondial.

4) La poursuite de la coopération avec l'Ouest se heurte également, du côté soviétique, à certaines *résistances politiques*. Certes, la chronique des relations économiques Est-Ouest ne permet guère d'isoler clairement l'effet de telles résistances ; lorsque des obstacles politiques sérieux entravent les échanges, ils semblent toujours être le fait des Occidentaux. En réalité, la responsabilité des autorités soviétiques est ici indirecte et provient de la conception, qu'elles veulent imposer, de leur liberté d'action en politique internationale. Dans les limites du camp socialiste, elle s'exerce sans réserve et sans s'être heurtée le plus souvent à autre chose qu'à la réprobation morale des Occidentaux. Au-delà, dans le Tiers Monde notamment, elle est davantage affaire d'appréciation. Sur ce terrain en effet, les dirigeants de l'URSS savent pertinemment qu'ils se verront opposer l'argument de l'indivisibilité et de l'universalité de la détente. Mieux ils acceptent

(9) Cet effort a porté ses fruits avec l'apparition d'un solde positif de services de transport dans la balance des paiements de l'URSS en devises convertibles [(16) et (17, pp. 663-677)].

le risque de voir leur politique étrangère compromettre les relations économiques avec l'Ouest, plus en fait ils manifestent de résistance politique à ces relations.

5) L'ouverture économique à l'Ouest se heurte enfin à *des réticences idéologiques*, mais qui méritent elles aussi une approche pondérée.

A première vue, les déclarations idéologiques des dirigeants soviétiques paraissent non seulement peu convaincantes, mais peu convaincues : celles par exemple présentant les nécessaires achats à l'Ouest comme une sorte de rente viagère versée à un ordre social moribond dont il faut prévenir les derniers sursauts d'agressivité [12].

Or, même si on la considère désormais vidée de toute foi réelle, réduite à ce que Papaioannou appelle une ortholalie, l'idéologie reste une gêne. Les dirigeants demeurent ses prisonniers face à leur auditoire interne, ce qui restreint leur capacité d'innovation politique. Quant à leur auditoire occidental, il s'interroge toujours sur la fermeté des intentions soviétiques de coopération à long terme : doit-il se référer aux rassurants propos du « programme de Paix » du XXIV^e congrès (1971) ou s'en tenir aux grands défis que les autorités soviétiques avaient lancés à l'Ouest dix ans auparavant, en adoptant le « Programme communiste » [19] (10), d'ailleurs jamais désavoué depuis ?

De plus, le socialisme soviétique n'est vraisemblablement pas qu'un alibi du sous-développement. Il correspond à une revendication ancienne de justice, à une discipline sociale solidement établie, à une légitimation du pouvoir en place. Et si on lui reconnaît ce contenu plus actif, on conçoit que l'idéologie puisse renforcer les dispositions institutionnelles limitant l'ouverture à l'Ouest ; favoriser la recherche par l'URSS de compensations géopolitiques à son infériorité économique ; radicaliser l'opinion des dirigeants lorsque le contexte général des rapports avec l'Ouest se détériore.

La balance entre attitudes favorables et contraires

1) Bien qu'opposés, les deux types d'attitudes qu'on vient de rappeler sont très étroitement associés dans le comportement importateur de l'URSS.

Le mot d'ordre du « *gain de temps* », qui a largement servi de justification à toute la politique d'ouverture vers l'Ouest, illustre bien

(10) Notons cependant que, malgré ses outrances, le programme du XXII^e congrès marquait déjà une claire réorientation du projet de puissance soviétique, avec la volonté de rivaliser économiquement avec l'Occident.

comment on a voulu, du côté soviétique, concilier les deux positions : l'acceptation de la nécessité du développement par le recours à l'Ouest et la défense d'une idiosyncrasie soviétique. D'un côté, la formule du « gain de temps » est l'expression sans doute la plus générale possible de la théorie des avantages comparatifs. Jusque dans la vie quotidienne, tout néophyte l'utilise pour commander un travail difficile à plus expert que soi. D'un autre côté, elle ménage l'amour-propre du commanditaire, en sous-entendant qu'il reste maître du jeu. Des formules-refuges d'inspiration analogue ont été utilisées depuis longtemps par des dirigeants russes à propos des relations avec l'Occident. Le comte Witte feignait de s'étonner, en 1899, de l'« aveuglement des Occidentaux, finançant de leurs propres mains un rival encore plus terrible » [20, pp. 202-203], Lénine parlait de « la corde pour les pendre ». Les dirigeants actuels, eux, « gagnent du temps » dans la course à la victoire finale sur le capitalisme, et en se servant de lui (11).

Cependant il n'y a guère qu'au niveau du langage, et grâce à l'ambiguïté de certaines formules, que les exigences de la dépendance économique et de l'autonomie socialiste semblent se fondre en un principe unique.

Dans la réalité, elles restent contradictoires et les dirigeants ont tenté de les ménager les unes et les autres.

Ce mode de conduite des affaires publiques, comportant *un emploi simultané de l'accélérateur et du frein*, paraît typique de la période brejnévienne, qui coïncide d'ailleurs aux trois-quarts avec l'ère d'ouverture vers l'Ouest. Il exprime, semble-t-il, une attitude particulière à l'égard des nécessités du développement, consistant à les reconnaître sans doute, mais en prenant des précautions excessives pour s'assurer contre les éventuels « effets pervers » de ce laisser-faire (12).

Caractéristique du « style » propre à l'équipe dirigeante actuellement et à son leader, une telle dualité peut également exprimer le résultat d'un arbitrage entre les tendances qui s'opposeraient jusque dans les sphères les plus élevées du pouvoir [22]. Au fond, elle paraît aussi être le reflet des ambiguïtés marquant toute la position de l'URSS vis-à-vis de l'Ouest. On y retrouve les élans contraires de la Russie vers la tradition et la modernité, ou, en utilisant la transposition trotskiste, vers « Londres et l'Asie » [23]. Le même type de conflit intérieur a

(11) Un auteur soviétique écrit par exemple de l'importation qu'« elle accélère le rythme de la construction du communisme dans notre pays, gagnant ainsi du temps dans la compétition avec les pays capitalistes les plus développés » [21, pp. 186-187].

(12) Cette attitude se retrouve notamment dans la politique brejnévienne vis-à-vis du consommateur soviétique : indéniables efforts pour développer l'offre d'une part, contrôle raffermi sur l'expression de la demande d'autre part.

certes habité d'autres pays entrant dans la mouvance occidentale sans y provoquer les mêmes phobies qu'en URSS. Dans son cas, il faut tenir compte, en plus, de ses structures socialistes et de son opposition militaire à l'Occident. Tradition, socialisme et militarisme se renforcent mutuellement. Ils rendent l'appel à l'Ouest particulièrement nécessaire (car ils inhibent de tous côtés les possibilités de développement endogènes) et particulièrement difficile. N'est-ce pas pour cela aussi que la politique d'ouverture paraît à la fois déterminée et précautionneuse ?

3) Les dispositions favorables ou contraires à l'importation exprimant ces élans et ces réticences ne se sont pas nécessairement opposées sur le même terrain et il serait donc difficile de présenter le mouvement d'importation comme leur véritable « résultante ». En acceptant de s'écarter d'un raisonnement très rigoureux, on peut cependant dire que dans la période allant du milieu des années cinquante à celle des années soixante-dix, les dispositions limitant l'importation ne se sont manifestées que de façon sporadique et dans l'ensemble discrète. Ainsi la décision, qui semble avoir été prise vers 1970-1971, d'accepter l'endettement pour financer d'importants achats de biens d'équipement avait fait sauter un obstacle qui pouvait paraître à l'époque aussi difficilement surmontable [24, 25] que celui qui motive aujourd'hui le refus d'investissements étrangers directs. Pour prendre un second exemple, très différent, la politique de l'URSS dans le Tiers Monde n'a pas risqué de compromettre, jusqu'en 1975, les chances de coopération économique avec l'Ouest. Le bilan apparent de cette politique a en effet été négatif, avec trois reculs en Indonésie (1966), Soudan (1971) et Egypte (1972), pour un succès au Sud-Yémen (1969).

Réciproquement, les options favorables à une ouverture accrue ont, pendant cette période, progressivement gagné du terrain. Ces options se sont vraisemblablement appuyées sur une évaluation d'ensemble de la situation mondiale influencée par au moins deux éléments importants. D'une part, malgré les difficultés qu'il a connues en 1958, les performances économiques du capitalisme ont été dans l'ensemble brillantes et nombre de ses observateurs soviétiques dissimulaient mal leur admiration pour sa vitalité [26]. D'autre part, la conception que les dirigeants post-staliniens semblent s'être faite de la puissance de l'URSS, révélait une intéressante évolution : le renforcement de la capacité de défense du pays restait sans doute à l'ordre du jour, mais l'ambition grandissait de bâtir un pôle de rayonnement mondial surtout séduisant par ses réussites socio-économiques. Ce que le capitalisme pouvait offrir à l'URSS correspondait donc bien à l'idée que ses dirigeants se faisaient de l'avenir du socialisme.

II - Vers l'abandon de la politique d'ouverture ?

Les tendances récentes de l'importation

En observant le graphique décrivant le mouvement d'importation des équipements occidentaux depuis 1946, on constate aisément que les années les plus récentes ont vu un ralentissement, puis un recul de ce mouvement. Déjà sensible en 1976, le ralentissement s'accroît en 1977-1978 ; en 1979, l'importation baisse ; et l'analyse des commandes susceptibles de donner lieu à des livraisons en 1980 montre que ces dernières auront probablement été très inférieures encore à celles de 1979.

Il faut en outre souligner à nouveau que les montants d'importation reportés sur le graphique ne rendent pas compte des évolutions réelles, car ils incorporent la quasi-totalité de l'inflation frappant les prix des exportations occidentales (13). Autrement dit, l'altération de l'importation, exprimée en volume, a sans doute été nettement plus précoce et sensible que ne le fait apparaître le graphique.

L'analyse de la participation occidentale au total des importations soviétiques d'équipements renforce l'impression qui se dégage des indications précédentes. Après avoir atteint en 1976, avec 41,5 %, son plus haut niveau depuis 1947, elle revient à 38,6 % en 1977, puis tombe à 32 % en 1978 et 31 % en 1979.

Ainsi, après avoir enregistré ses progrès les plus considérables et les plus réguliers au cours des années précédentes, le mouvement d'importation d'équipements occidentaux aura finalement connu, en 1980, son reflux le plus marqué depuis les débuts de la politique d'ouverture.

L'appesantissement des contraintes

1) Ce retournement de tendance a pu et peut encore ne pas être interprété comme un changement profond du comportement importateur de l'URSS. Il est certes évident que ce dernier est dominé, depuis

(13) Les réajustements de la contre-valeur du rouble-devise en dollars des Etats-Unis ont peu compensé cette hausse des prix, particulièrement au cours des dernières années. Selon le *Bulletin mensuel de statistique de l'ONU*, les statisticiens soviétiques ont utilisé les taux de conversion suivants pour exprimer le rouble-devise en dollars : 1,386 en 1975, 1,326 en 1976, 1,358 en 1977, 1,464 en 1979 et 1,526 en 1979.

3-4 ans, par des options généralement défavorables à une ouverture accrue vers l'Ouest ; mais parmi ces options, les contraintes « objectives » semblent peser d'un poids suffisant pour conforter l'hypothèse d'un repli somme toute tactique de la politique d'importation.

Ces contraintes sont liées, pour la plupart, aux difficultés éprouvées par l'économie soviétique pour « digérer » les doses massives d'équipements importées au cours des années précédentes. Manifestement, les constructeurs locaux ont accumulé des retards particulièrement importants dans l'exécution des bâtiments et des infrastructures destinés à accueillir les machines achetées [28, p. 229]. En outre, les autorités financières de l'URSS ont entrepris un effort de grande envergure pour assainir la position extérieure du pays en devises convertibles (14), ce qui les a notamment conduites à restreindre la demande d'équipements et de crédits occidentaux. Enfin, la progression de l'investissement soviétique a été considérablement freinée tout au long du X^e plan quinquennal (1976-1980). Ce tassement a pu affecter la demande d'équipements occidentaux de façon d'autant plus sensible que les investissements en faveur des « branches de progrès » paraissent plutôt stagner au cours des récentes années (15).

2) Est-ce la volonté d'investir moins qui a limité l'importation, ou au contraire le désir d'importer moins qui a freiné l'investissement ? Il est extrêmement difficile de mieux étudier les origines et les effets internes du recul de la demande d'importation, car les statistiques soviétiques portant sur les années postérieures à 1975 ne le permettent plus [29]. La portée de cette indication dépasse d'ailleurs le cadre méthodologique. L'extension de l'aire du secret statistique est, en URSS, un signe fidèle de repli sur soi. Joint à d'autres signes de même sens, il permet de supposer que la moindre ouverture vers l'Ouest qu'on observe actuellement n'est pas seulement due au respect de contraintes « objectives », mais également à une attitude délibérément restrictive.

On peut noter à ce propos que la plupart des activités et des projets impliquant un recours accru de l'URSS à l'Occident ont reçu un coup d'arrêt. Par exemple, le Comité d'Etat à la Science et à la

(14) L'ampleur de cet effort est attestée par les estimations suivantes sur l'évolution de l'endettement, brut et net, de l'URSS en devises convertibles (en milliards de \$ des Etats-Unis).

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Brut	5,18	10,58	14,85	15,73	17,23	17,20
Net	1,65	7,45	10,12	11,23	11,22	10,20

Source : NATO, « Estimating Soviet Bloc Debt » Project, n° 15.09126, avr. 1980, p. 22.

(15) La remarque vaut surtout pour les industries mécaniques ; les industries chimiques, elles, continuent de progresser mais paraissent dans l'ensemble moins clientes de matériels d'importation.

Technique (GKNT) qui a souvent joué un rôle d'avant garde dans la coopération soviéto-occidentale, paraît avoir été freiné dans ses initiatives. Cette institution a été âprement critiquée, à maintes reprises, par des officiels soviétiques devant leurs interlocuteurs occidentaux. Un de ses vice-présidents les plus en vue — D. Gvichiani — a publié dans la *Pravda* une apologie de la technologie soviétique [30] pour le moins curieuse de sa part. Quant au président Kirillin, on sait qu'il a récemment estimé ne plus pouvoir normalement assumer ses fonctions.

Par ailleurs, comme on en a déjà fait mention, les autorités de l'URSS ont maintenu leur refus d'accueillir des investissements étrangers sur son territoire. Une telle décision semble particulièrement révélatrice d'une attitude qui consisterait à laisser la politique d'ouverture courrir sur sa lancée, compte-tenu des dépendances liant déjà l'URSS à l'Occident, mais sans lui donner d'impulsions nouvelles.

D'autres indications laisseraient même penser que les autorités acceptent jusqu'au risque d'une rupture économique avec l'Ouest. C'est notamment ainsi qu'on pourrait interpréter la vive accélération de l'action soviétique dans le Tiers Monde. A partir de 1975, le bilan de cette action en termes de « conquêtes du socialisme » devient largement positif (16). Sans doute l'URSS a-t-elle encore connu, à cet égard, des difficultés plus ou moins prononcées avec la Guinée (1975), puis de 1977 à 1979, avec la Somalie, l'Irak et la Guinée Equatoriale. Mais ces déconvenues ont été plus que balancées par les gains que l'URSS a réalisés, directement ou par alliés interposés, en Angola, Laos et Sud-Vietnam (1975), Ethiopie et Mozambique (1977), Afghanistan (1978-1980) et Cambodge (1979). Une telle accentuation de l'action soviétique dans le Tiers Monde pourrait signifier qu'une nouvelle hiérarchie est en train de s'établir entre les objectifs de la politique mondiale de l'URSS et ceux de la coopération économique avec l'Occident. En libérant la première, l'URSS accepterait en fait d'exposer la seconde à des contraintes politiques, même si elle en laisse l'initiative apparente aux Occidentaux.

On remarquera enfin que les justifications fournies par les dirigeants soviétiques de leurs initiatives dans le Tiers Monde, tout en restant défensives à certains égards, expriment un indéniable regain d'assurance idéologique [31]. De là, ne convient-il pas de se demander si l'évaluation de base portée par l'équipe dirigeante sur l'état du monde ne s'est pas sensiblement modifiée, dans un sens tel que l'appel à la capacité de développement occidentale serait désormais jugé moins souhaitable ?

(16) Alors qu'ils s'appauvrissent en informations économiques, les documents statistiques soviétiques inaugurent des rubriques « géopolitiques » telles que « la marche victorieuse du socialisme » (voir « l'URSS en chiffres pour 1979 », pp. 58-59).

Les raisons possibles d'un repli durable

L'existence d'une pareille réévaluation ne peut être prouvée, mais il est assez facile d'imaginer ce que pourraient être ses raisons.

1) La première raison — immédiatement la mieux perceptible — est constituée par *la déception soviétique à l'égard des Etats-Unis* [32]. Manifestement, l'amarrage de la première puissance mondiale à la coopération et à la détente constituait une sorte de couronnement de la politique poursuivie par les dirigeants soviétiques. Ils le considéraient en effet comme très intéressant du point de vue économique, à raison de la capacité américaine à satisfaire une gamme très étendue de besoins soviétiques — des céréales aux équipements technologiquement les plus évolués. Et ils lui accordaient une importance cruciale sur le terrain politico-stratégique, où les Etats-Unis sont le véritable interlocuteur mondial de l'URSS. C'est précisément parce que l'« inconséquence » reprochée aux Américains a fait apparaître comme précaire tout engagement sur ce terrain, que la politique étrangère soviétique aurait repris sa liberté au risque, calculé, d'y perdre certains des bénéfices escomptés de la coopération économique avec l'Ouest.

2) Par ailleurs, il est possible que le bien-fondé général de cette coopération ait été remis en question du fait de la détérioration, permanente depuis 1974, de la *situation économique occidentale*. Aux premiers temps de la crise, les experts soviétiques du capitalisme avaient minimisé sa portée. « Il y a peu de raisons de penser, affirmait alors N. Inozemtsev, que (...) les principaux pays capitalistes se résoudront à laisser longtemps leur taux de développement économique enregistrer une baisse sérieuse, ne prendront pas de mesures résolues pour écarter une telle menace ». Et il concluait à la nécessité de garder plus que jamais le contact avec l'Occident, pour éviter que l'URSS ne soit à nouveau en retard d'une restructuration industrielle [33]. Alors qu'il est devenu rapidement clair en Occident que la crise était un phénomène de première importance [34], les économistes soviétiques semblent être restés très hésitants à son propos. En revanche les conseillers politiques du pouvoir soviétique, spontanément plus critiques à l'égard du capitalisme, l'ont peut-être assez rapidement convaincu de la gravité de la crise et de la façon dont elle est susceptible d'altérer les données de la coopération avec l'Ouest.

Sur le plan commercial, elle rend l'échange avec les pays occidentaux plus imprévisible et somme toute plus coûteux. Sans doute avantageuse pour les exportateurs d'énergie et de matières premières, elle renchérit cependant l'importation d'équipements, en termes de prix comme de conditions de financement. En outre, la crise commence

d'avoir certains effets jusque dans l'activité économique interne de l'URSS, symptôme d'une dépendance fonctionnelle que la doctrine soviétique des échanges avec l'Ouest recommandait pourtant de bien éviter [12].

D'un point de vue géo-politique, les dérèglements des marchés occidentaux aggravent la situation économique de la communauté internationale socialiste, composée de pays dont certains sont beaucoup plus exposés à la contagion de la crise que l'URSS ne l'est elle-même (17). Dans leurs efforts pour préserver la cohésion de cette communauté, les dirigeants soviétiques cherchent visiblement à en renforcer le « protectionnisme collectif », comme l'indiquent notamment les propos tenus en 1979 et 1980 lors de la 33^e [35] et de la 34^e session du COMECON [36]. La crise n'est pas étrangère non plus au surcroît d'intérêt de l'URSS pour le Tiers Monde. Les dérèglements du capitalisme accroissent en effet les difficultés des pays pauvres, restreignent la capacité occidentale d'aide au développement et favorisent un climat général de revendication anti-impérialiste.

Enfin, sur un plan qui touche à la nature profonde des systèmes sociaux en présence, on peut estimer en URSS que la régulation des flux économiques par l'Etat est désormais largement inopérante à l'Ouest, comme en témoigne notamment la poursuite de l'inflation. Celle-ci ne trouble-t-elle pas la capacité du capitalisme à discerner les filières les plus sûres de l'évolution technico-économique future ? L'Occident, qui a été de ce point de vue la « boussole extérieure » du système socialiste, perdrait ainsi de sa fiabilité en tant que modèle de production. De même, il ne pourrait plus durablement suggérer non plus un style de consommation dont les dirigeants de l'URSS, et notamment L. Brejnev, songeaient pourtant à s'inspirer pour améliorer le « bien-être et l'humeur » des Soviétiques. En somme, c'était A. Kosygin qui s'était montré le plus clairvoyant lorsqu'il critiquait, lui, la transposition possible du consumérisme occidental en URSS [37].

3) En même temps que la référence à l'Occident leur apparaît moins fiable, les dirigeants soviétiques savent que *l'avenir économique de leur propre pays* est particulièrement terne [38]. Certes, on pouvait imaginer qu'ils choisiraient de lutter contre le ralentissement de la croissance économique par un effort d'investissement soutenu, impliquant le maintien d'une demande forte d'équipements occidentaux. En effet, compte tenu des divers facteurs qui restreignent désormais l'extension de l'emploi en URSS, l'investissement constituera la source

(17) On n'imagine que trop bien la facilité avec laquelle certains chroniqueurs moscovites doivent aujourd'hui expliquer la situation en Pologne par l'ouverture excessive de ce pays aux influences occidentales.

quasi-exclusive du développement encore possible au cours de la décennie 80. Mais c'est une autre voie qui semble avoir été choisie par les auteurs du projet de plan quinquennal pour 1981-1985 [39]. Apparemment, l'appréciation portée par le Parti sur la situation politique internationale les a conduits à un sacrifice drastique de l'investissement au profit de la poursuite des programmes d'armement. Entre autres implications, ce type de choix suggère que le projet de puissance soviétique se modifie à nouveau. Même compte tenu du marasme qui affecte aussi l'Occident, l'URSS ne peut manifestement espérer fonder son influence mondiale sur la supériorité de ses réalisations socio-économiques. Le système de références sur lequel elle est amenée à se replier, au moins provisoirement, risque de devoir être, à maints égards, plutôt « spartiate ».

L'ébauche d'une nouvelle ligne gouvernementale

Cet essai de reconstitution du courant d'idées auquel l'équipe dirigeante de l'URSS deviendrait attentive est encore trop mal assuré dans ses conclusions pour conforter tel ou tel scénario d'évolution future de l'URSS [40]. En revanche, il renforce l'hypothèse suivant laquelle *le reflux observé dans la politique importatrice est plus que conjoncturel*.

Un commentateur autorisé de la politique de coopération avec l'Ouest a d'ailleurs récemment indiqué que ce reflux pouvait aller très loin : si tous les adversaires (*sic*) de la détente arrivent à leurs fins, le camp socialiste pourrait de nouveau se replier totalement sur lui-même. En effet « leurs possibilités propres de croissance, leur coopération fraternelle, les avantages de l'intégration économique socialiste, leur potentiel économique cumulé représentent une garantie sûre de l'indépendance économique et technique des Etats socialistes frères, quels que soient les changements intervenant dans la situation internationale » [41].

D'autres éléments d'analyse — par exemple le débat d'idées feutré qui avait pris corps à l'occasion du 110^e anniversaire de la naissance de Lénine — ont néanmoins laissé entrevoir que les opinions qui ont actuellement cours sur toute une série d'axes possibles de l'évolution future de l'URSS restent très diverses (18).

(18) Ainsi, en matière d'organisation économique interne, A. Kosygin avait rappelé qu'on devait également fêter le 35^e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne et le 25^e anniversaire du Pacte de Varsovie ; il avait rendu un vibrant hommage à l'efficacité de l'économie planifiée en temps de guerre [42]. Au même moment, la revue « Novoe Vremja » avait publié deux articles de E. Ambarcumov, qui comportent une appréciation flatteuse de la NEP et dénoncent les méfaits du volontarisme politique en économie [43].

Les tendances « occidentalistes » sont certainement loin d'être vaincues : elles bénéficient d'une indéniable force d'inertie et leurs défenseurs peuvent encore faire valoir que si la coopération économique avec l'Ouest n'a pas été un placement plus rentable, c'est qu'on l'a abordée, du côté soviétique, avec trop de réticences et de contradictions.

Bien qu'il s'agisse d'un document qui risque de ne plus être vraiment actuel, le dernier ouvrage publié par l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales sur les rapports avec l'Ouest [44, pp. 25-60] exprime assez bien la vitalité de ces tendances occidentalistes. La crise occidentale, y lit-on notamment, est certes plus sérieuse qu'on ne pouvait le penser initialement, mais ne fait pas véritablement obstacle au développement futur des relations économiques internationales, qui correspondent à une nécessité historique. Il ne faut donc pas que l'Occident écoute ses « extrémistes de droite », partisans d'une limitation artificielle des échanges avec l'URSS. Et il ne faut pas écouter non plus les propos également décourageants des « extrémistes de gauche » : pas plus lorsqu'ils reprochent à l'URSS d'avoir conclu, sous couvert de coexistence pacifique, un « pacte avec l'impérialisme » que lorsqu'ils cherchent à faire douter le capitalisme de sa vitalité ; en réalité, il n'y a, dans chacun des deux systèmes en présence, rien qui puisse objectivement faire obstacle au développement des relations économiques Est-Ouest.

En attendant que se décantent les multiples interrogations qui pèsent, des deux côtés, sur l'avenir des relations soviéto-occidentales, les dirigeants de l'URSS paraissent avoir tenu compte de tous les avis ; et elles ont opté — de façon non surprenante — pour une position à la fois moyenne et relativement indéterminée (19).

En gros, celle-ci consiste à ramener la coopération avec l'Ouest à sa dimension essentiellement européenne. De la nouvelle évaluation de l'état du monde qu'on a esquissée, cette position n'entérine donc, pour l'instant, que *la rupture avec les Etats-Unis*.

Ce repli des échanges sur un cadre géographique traditionnel n'est pas sans incidences négatives sur le volume, la structure et surtout les formes de la coopération future avec l'Ouest. Autre aspect restrictif, il s'accompagne d'un regain de politisation du commerce Est-Ouest, puisque celui-ci est clairement présenté à Moscou comme un instrument

(19) L'article de N. Shmelev [41] illustre cette position, dont des signes annonciateurs apparaissent déjà nettement au début de 1977. Elle est également détectable à partir des documents rendus publics à l'occasion du XXVI^e congrès du Parti (février 1981), mais sous deux réserves. D'une part ces documents sont trop récents pour qu'on ait pu intégrer pleinement leur analyse à la présente étude ; d'autre part, les discours prononcés par les différents dirigeants ne paraissent pas refléter une unité de vues suffisantes pour qu'on puisse parler véritablement d'une nouvelle « ligne » à l'égard de l'Ouest.

du « découplage » américano-européen : les Européens de l'Ouest devront choisir — laisse-t-on entendre — entre leur complémentarité économique avec l'Est et la solidarité atlantique. Dans cet esprit, les pays européens cités par les autorités soviétiques comme ayant les meilleures chances de faire des affaires avec l'URSS sont classés suivant un ordre manifestement non exempt de considérations politiques [45, 46].

Cependant, ce type de mise en demeure convaincra mal l'observateur sur longue période des relations économiques entre l'Occident et l'URSS, où les bravades politiques ont été couramment utilisées pour camoufler l'étendue des besoins économiques. Et il est d'ailleurs significatif que dans son discours au XXVI^e congrès, le nouveau Président du Conseil des ministres de l'URSS — N.-A. Tikhonov — ait à la fois tendu la main aux Etats-Unis et réaffirmé avec vigueur le principe général de l'ouverture vers l'Ouest. « La ligne de l'Union soviétique en faveur d'un large développement de la coopération économique internationale, a-t-il notamment déclaré, demeure inchangée... » [47, p. 4]. Autrement dit les dirigeants soviétiques sont certes bien conscients des multiples limites, politiques et économiques, externes et internes, pesant à moyen terme sur le développement des relations entre leur pays et l'Occident. Mais ils souhaiteraient également pouvoir conserver comme objectif principal à *long terme* le renforcement de la puissance industrielle de l'URSS, et continuer de « gagner du temps » en coopérant avec l'Ouest. Pour eux, n'est-ce d'ailleurs pas la meilleure façon d'éluder certaines interrogations fondamentales sur la finalité du système qu'ils représentent ?

Références

- [1] Pozdnjakov (V.) « Gosudarstvennaja monopolija vneshnej torgovli v SSSR ». Moscou, 1969.
- [2] Gruzinov (V.). « Upravlenie vneshnej torgovli, celi, funkcii, metody ». Moscou, 1979.
- [3] Institut Ekonomiki Mirovoj Socialisticheskoj Sistemy AN SSSR. « Upravlenie vneshneekonomicheskoj dejatel'nost'ju socialisticheskikh stran ». Moscou, 1979.
- [4] « Preds'ezdovskoe obsuzhdenie tezisov doklada tovarishcha N.-S. Khrushcheva ; Kontrol'nye cifry razvitiya narodnogo khozjajstva SSSR na 1959-1965 gg ». Moscou, 1959, tome 1.
- [5] IMEMO. « Novyj etap ekonomicheskogo sotrudnichestva SSSR s razvitymi kapitalisticheskimi stranami ». Moscou, 1978.
- [6] *Pravda*. 26-10-1976.
- [7] Double (G.). « Utilisations possibles des produits fabriqués dans les usines chimiques vendues "clefs en mains" par la France à l'URSS ». *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, CNRS, vol. 10, 1979, n° 4.
- [8] « KPSS v rezoljucijakh i reshenijakh s'ezdov, konferencij i plenumov CK ». Moscou, 1972, tome 9.
- [9] Krasovskij (V.). « Investicionnyj process i ego sovershenstvovanie ». EKO. 1975-1.
- [10] *Business Eastern Europe*, n° 3, 18-1-1981.
- [11] « Ekonomicheskie svjazi Vostok-Zapad, problemy i vozmozhnosti ». Moscou, 1976.
- [12] « Problemy razvitiya ekonomicheskikh otnoshenij mezhdou socialisticheskimi i kapitalisticheskimi stranami ». Moscou, 1974.
- [13] Green (D.), Lévine (M.). « Macroeconometric Evidence of the Value of Machinery Imports to the Soviet Union ».
- [14] Tremblé (V.). « Foreign Trade and the Soviet Economy: Changing Parameters and Interrelations » in Neuberger (E.), d'Andréa Tyson (L.). « The Impact of International Economic Disturbances on the Soviet Union and Eastern Europe ». Pergamon Press, 1980.
- [15] « Vneshnjaja torgovlja SSSR : itogi devjatoj pjatiletki i perspektivy ». Moscou, 1977.
- [16] « Soviet Chemical Equipment Purchases From the West : Impact on Production and Foreign Trade ». CIA National Foreign Assessment Center. Octobre 1978.
- [17] Athay (R.). « The Economics of Soviet Merchant Shipping Policy ». Chapel Hill. The University of North Carolina Press, 1971.
- [18] Carr (W.). « The Soviet Merchant Fleet : Its Economic Role and Its Impact on Western Shipowners » in « Soviet Economy in a Time of Change ». *JEC*, 1979 - Vol. 2.
- [19] Mouskhely (M.). (Sous la direction de) « l'URSS au seuil du communisme ? » *Annales de la faculté de droit et des sciences politiques et économiques de Strasbourg*. Paris, Dalloz, 1962.

- [20] « Materialy po istorii SSSR ». Tome VI, Moscou, 1969.
- [21] Fokin (D.). « Vneshnjaja trgovlja SSSR, 1946-1963 gg ». Moscou, 1964.
- [22] Yanov (A.). « Detente after Brezhnev : The Domestic Roots of Soviet Foreign Policy » - Berkeley. Institute of International Studies, University of California.
- [23] Sokoloff (G.). « Malentendus entre l'Est et l'Ouest ». *Politique Internationale*, 1979, 3. pp. 85-98.
- [24] « Rapport analytique sur la situation du commerce intra-européen ». CEE, Genève, E/ECE/761. 14-1-1970 et supplément du 12-2-1970.
- [25] Sokoloff (G.). « Deux stratégies d'intégration internationale ». *Economie Appliquée*. Tome XXIV, n° 4, 1971, pp. 559-603.
- [26] Carrère d'Encausse (H.). Conférence sur la politique extérieure de l'Union soviétique, 6 mars 1980 - Institut des études contemporaines.
- [27] *Bulletin mensuel de statistique*, décembre 1980, vol. XXXIV, n° 12.
- [28] Ericson (P.), Miller (R.). « Soviet Foreign Economic Behaviour : A Balance of Payments Perspective » in « Soviet Economy in a Time of Change ». *JEC*, 1979.
- [29] Crosnier (M.-A.), Tiraspol'ski (A.). « La régression de l'information statistique en URSS : une tentative d'explication ». *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 245, novembre 1980.
- [30] Gvishiani (D.). « Nauchno-tehnicheskaja revoljucija, obshchestvo i chelovek ». *Pravda*, 23-6-1978.
- [31] Ponomarev (B.). « Neodolimost' osvoboditel'nogo dvizenija ». *Kommunist*, 1980, 1, pp. 11-27.
- [32] Talbot (J.). « What Ever Happened to Detente ? ». *Time*, 23-6-1980.
- [33] Inozemcev (N.). « Zakljuchitel'noe slovo », conclusion à un débat sur les conséquences de la crise énergétique dans *Mirovaja Ekonomika i Mezhdunarodnye Otnoshenija*, 1974, n° 3.
- [34] Casanova (J.-C.). « La crise économique et ses interprétations ». *Encyclopaedia Universalis, Universalis* 1976, pp. 115-124.
- [35] Roglichek (R.). « Znachenie reshenij XXXIII Sessii SEVa i ikh realizacija ». *Ekonomicheskoe Sotrudnichestvo Stran-Clenov SEV*, 1980, n° 1, pp. 2-9.
- [36] *Pravda*, 18-6-1980.
- [37] Sokoloff (G.). « Les dirigeants soviétiques et le consommateur : vers une prise de conscience des problèmes ? ». *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 204, février 1977.
- [38] Sokoloff (G.). « Sources of Soviet Power : Economy, Population, Ressources » in « Prospects of Soviet Power in the 1980's ». Part 1, *Adelphi Papers*, n° 151, The International Institute for Strategic Studies.
- [39] « O proekte CK KPSS k XXVI s'ezdu kommunisticheskoi partii sovetskogo sojuza, Osnovnye napravlenija ekonomicheskogo i social'nogo razvitija SSSR na 1981-1985 gody i na period do 1990 goda ». *Pravda*, 2-12-1980.
- [40] Wild (G.). « Avenir à long terme des pays socialistes d'Europe ». *Economie Prospective Internationale*, n° 0, octobre 1979.

- [41] Shmelev (N.). « Material'naja tkan' razrjadki » *Pravda*, 25-2-1980.
- [42] Kosygin (A.). « V edinom stroju zashchitnikov otchizny ». *Kommunist*, 1980, n° 7.
- [43] Ambarcumov (E.). « O leninskom vzgljade na ekonomiku i politiku ». *Novoe Vremja*, n°s 10 et 11, 1980.
- [44] « Novyj etap ekonomicheskogo sotrudnichestva SSSR s razvitymi kapitalisti-cheskimi stranami ». Moscou, 1978.
- [45] Patolichev (N.). « Barometr razrjadki ». *Sovetskij Sojuz*, 1980, n° 10.
- [46] Brezhnev (L.). Discours au XXVI° congrès, *Pravda*, 24-2-1981.
- [47] *Pravda*, 28-2-1981.

